

Rédaction d'Angles d'Attac  
c/o Comité d'Attac Suisse  
CP 520  
3000- Berne

[info@attac-bern.ch](mailto:info@attac-bern.ch)

[bienne-jura@attacg.org](mailto:bienne-jura@attacg.org)

[geneve@attac.org](mailto:geneve@attac.org)

[fribourg@attac.org](mailto:fribourg@attac.org)

[neuchatel@attac.org](mailto:neuchatel@attac.org)

[vaud@attac.org](mailto:vaud@attac.org)

**Concerne : compte-rendu d'une conférence paru dans *Angles d'Attac*, n° 105, février 2017**

Chères amies, chers amis,

Dans le numéro 105 d'*Angles d'Attac* de février 2017, les soussignés, membres d'Attac, ont découvert avec stupeur le compte rendu d'une conférence sur la Syrie, donnée le 11 août dernier, dans le cadre du Forum social mondial de Montréal. Intitulée « Syria and International Law », elle a été prononcée par le prof. Nour al-Kadri. Ce conférencier est connu pour ses positions en faveur du régime Assad ; il est membre du Parti Syrien National Social (PSNS) qui dispose d'une milice armée combattant aux côtés du régime de Damas. Le PSNS s'est constitué en 1932 sur le modèle fasciste, sous l'influence du nationalisme racial allemand : le drapeau de cette formation politique s'inspire de celui du parti nazi. Dans ses critiques à la colonisation israélienne, il ne distingue d'ailleurs pas clairement les juifs du mouvement sioniste...

Le compte rendu que vous publiez constitue une véritable apologie de la dictature néolibérale de Bachar al-Assad. L'auteure de ce texte (CF), ne semble malheureusement pas réaliser qu'elle relaie de façon acritique les positions d'un partisan du régime sanguinaire de Damas.

En premier lieu, nous voudrions préciser que nous sommes opposés aux interventions et bombardements en Syrie et en Irak de la coalition internationale constituée sous l'égide des Etats-Unis, en septembre 2014, et composée d'une soixantaine de pays. Rappelons que son objectif est de détruire le groupe djihadiste de l'Etat Islamique (EI) et non de frapper le régime Assad, qui a d'ailleurs salué ces bombardements et demandé de pouvoir se coordonner avec eux. Ceux-ci, dont 85% ont été effectués par les Etats Unis, ont causé la mort de plus de 2000 civils en Syrie et en Irak depuis le début des opérations.

De même, nous sommes opposés aux interventions en Syrie et en Irak des monarchies du golfe et de la Turquie, qui sont des États autoritaires et réactionnaires. Dans le cadre du processus révolutionnaire syrien, porté par des dizaines de milliers de civils, depuis mars 2011, nous avons dénoncé systématiquement toutes les interventions étrangères qui s'opposent aux aspirations au changement démocratique et à la justice sociale, que ce soit en soutenant le régime (Russie, Iran, Hezbollah), ou les forces djihadistes (Arabie Saoudite, Qatar et Turquie), ou encore une transition visant à conserver le régime dictatorial de Damas sans Assad (forces occidentales). Le peuple syrien en lutte pour la démocratie et la justice sociale n'a pas d'amis parmi ces intervenants extérieurs...

Pour les raisons que nous venons d'expliquer, il est absolument faux sur le plan factuel d'écrire : « *L'alliance occidentale contrevient au principe de souveraineté nationale en mettant la Syrie à feu et à sang depuis 2011, en prétextant que Bachar al-Assad est un dictateur, un anti-gay... mais en collaborant avec le Qatar et l'Arabie Saoudite... Assad ne suit pas les injonctions américaines, tout comme Saddam Hussein et Kadhafi, alors on essaie de les renverser, comme les deux autres par tous les moyens* ».

De plus, ce compte rendu reprend des données profondément erronées qui présentent la Syrie d'avant 2011 comme un paradis social, en ignorant les responsabilités du régime Assad dans la dégradation de la situation économique de la grande majorité de la population, sans parler d'une répression politique d'une brutalité inouïe. On croit rêver !

Le dictateur Bachar al-Assad a hérité du pouvoir en Syrie en 2000, suite à la mort de son père Hafez, qui avait dirigé le pays d'une main de fer, et au prix de plusieurs bains de sang, pendant 30 ans. Le clan Assad a mis en place un régime autoritaire, néolibéral et patrimonial. Les organisations politiques démocratiques et progressistes, les syndicats indépendants, les associations et les organisations professionnelles (comme celles des médecins, des avocats, des ingénieurs ou des pharmaciens), etc., ont été réprimées systématiquement depuis des décennies, et pour certaines d'entre elles, remplacées par des structures placées sous le contrôle direct de l'Etat.

Depuis l'accession au pouvoir de Bachar Al-Assad, en 2000, le régime de Damas a accru et accéléré la mise en œuvre des politiques économiques néolibérales les plus extrêmes. Celles-ci ont bénéficié en particulier à une petite oligarchie qui s'est développée depuis le temps de son père, parce qu'elle maîtrise les réseaux de patronage économiques, ou parce qu'elle est loyale au clan régnant. Il a créé de nouveaux monopoles aux mains de sa famille, tandis que la qualité des biens et services publics s'est dégradée, tout particulièrement dans le secteur de la santé et de l'éducation, où les institutions privées se sont multipliées.

Fils d'un ancien commandant de la Garde républicaine syrienne, et cousin germain du dictateur Bashar al-Assad, Rami Makhlouf contrôlait ainsi, à la veille du soulèvement de 2011, près de 60% de l'économie du pays, grâce à un réseau complexe de holdings. Les politiques néolibérales mises en place durant les années 2000-2010 ont provoqué l'effondrement du secteur public et conduit à la domination du secteur privé, qui contrôle désormais près de 70 % des activités économiques. En 2010, le FMI saluait d'ailleurs les heureuses mesures prises par le régime syrien.

Depuis le début des années 1990, la croissance du PIB et le revenu réel par habitant de la Syrie ont diminué. Le processus de privatisation de l'économie a créé une inégalité croissante au sein du pays. À la veille du soulèvement populaire de mars 2011, le taux de chômage s'établissait à 14,9% selon les chiffres officiels - 20-25 % selon des sources indépendantes ; il atteignait 35% parmi les jeunes de moins de 25 ans. En 2007, le pourcentage des Syriens vivant en dessous du seuil de pauvreté était de 33 %, ce qui représente environ sept millions de personnes, tandis que 30 % d'entre eux arrivaient juste au-dessus de ce niveau.

C'est la privation totale de droits démocratiques et l'appauvrissement croissant de pans importants de la société syrienne, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, qui a fait le lit de l'insurrection populaire dès mars 2011. Le régime criminel d'Assad a réprimé de façon meurtrière, dès les premiers jours, le processus révolutionnaire syrien qui demandait la démocratie et la justice sociale, soutenu en cela de façon croissante par ses alliés iraniens, du Hezbollah ou par la Russie. Il a aussi créé une véritable industrie de la répression, comme de nombreux témoignages d'organisations internationales de défense des droits humains l'ont montré, à l'exemple du dernier rapport d'Amnesty sur la prison de Sadnaya.

Le régime de Damas est la source principale, de très loin, des morts, des blessés, des déplacements de populations et des destructions en Syrie. Avant l'intervention de la coalition internationale, en septembre 2014, il y avait déjà trois millions de personnes déplacées à l'extérieur, et 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, tandis que plus de

191 000 personnes avaient trouvé la mort depuis mars 2011. C'est le régime Assad qui a d'abord poussé des millions de personnes à fuir leurs foyers pour éviter de mourir sous les bombardements systématiques des quartiers rebelles.

La barbarie a certes plusieurs visages en Syrie, mais celle du régime Assad est bien la plus meurtrière, et elle porte une énorme responsabilité dans le développement d'autres formes de barbaries comme celle de l'Etat Islamique.

Enfin, le compte rendu que vous reproduisez reprend les mensonges du régime sur les attaques à l'arme chimique de 2013, qui auraient été commises, selon lui, par un groupe de l'opposition. Or, l'enquête de l'ONG Human Rights Watch (HRW) a mis en évidence la responsabilité du régime de Bachar al-Assad dans ce crime. De plus, une enquête conjointe des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) d'octobre 2016 a montré que le régime syrien avait été responsable d'au moins trois attaques aux armes chimiques, en 2014 et 2015.

On ne peut pas être membre d'ATTAC, une association qui lutte contre les politiques néolibérales et qui pointe du doigt leurs conséquences politiques et sociales de façon pertinente, qui se fixe pour objectif de « reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière afin de créer, au niveau mondial, un espace démocratique », et faire l'apologie d'un régime néolibéral kleptocratique, dictatorial et meurtrier. Notre boussole doit être orientée par les peuples en lutte pour leurs droits démocratiques et sociaux. Eux seuls peuvent défendre un projet émancipateur appuyé sur l'action collective. Che Guevara a écrit : « Si tu trembles d'indignation à chaque injustice, alors tu es l'un de mes camarades ». Nous devons nous réapproprier ce message.

C'est pourquoi, nous vous demandons de publier cette réaction dans les colonnes du prochain numéro d'*Angles d'Attac*.

Avec nos salutations fraternelles,

Le 8 mars 2017

André BABEY, Neuchâtel ; Jean BATOU, Genève ; Bernard CLERC, Genève ; Pablo CRUCHON, Genève ; Marianne EBEL, Neuchâtel ; Sébastien GUEx, Lausanne ; Hans-Peter RENK, Le Locle ; Janick SCHAUFELBUEHL, Lausanne ; Béatrice SCHMID, Lausanne ; Henri VUILLIOMENET, Neuchâtel.